

A Bratislava, le libéralisme sans démocratie

Les Slovaques ne veulent pas plus de Russie dans leur vie, ils veulent simplement moins d'Occident

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

lundi 3 mars 2025, par [BOKES Jakub](#)

Alors que le discours dominant s'inquiète des menaces pesant sur l'identité démocratique de la Slovaquie, Bokes soutient qu'une question plus fondamentale a été largement négligée : le paradoxe selon lequel l'intégration de la Slovaquie dans les structures euro-atlantiques, tout en établissant une compétition démocratique formelle, a simultanément rétréci les limites des possibilités démocratiques.

Les réformes néolibérales ont été imposées non pas à la suite d'un choix démocratique, mais comme des conditions non négociables pour l'adhésion à l'UE. Cela a créé un système où le marché était positionné en dehors du contrôle démocratique, vidant la souveraineté de sa substance et créant un terrain fertile pour la résurgence populiste actuelle.

Cet article offre une perspective précieuse sur la façon dont l'intégration européenne a fonctionnellement dépolitisé la politique économique dans les États post-socialistes. Il démontre que l'actuelle « crise démocratique » en Europe centrale ne peut être comprise sans affronter le déficit démocratique qui caractérise l'économie politique de la région depuis 1989. [AN]

Dans le discours public actuel, nous entendons souvent parler des menaces pesant sur l'identité démocratique de la Slovaquie et son orientation occidentale. Ce récit néglige cependant le fait que, si l'entrée de la Slovaquie dans les structures euro-atlantiques a garanti une compétition démocratique formelle après des années de normalisation et la montée du « mečiarisme » [d'après le leader populiste nationaliste de gauche et premier Premier ministre slovaque Vladimir Mečiar], elle a simultanément rétréci ses frontières à tel point qu'elle a créé les conditions propices à la croissance du populisme que nous observons aujourd'hui. Ce n'est pas la démocratie, mais le marché libre, positionné en dehors du processus démocratique par l'intégration européenne, qui a déterminé le cours du développement politique en Slovaquie au XXI^e siècle.

Dans une réflexion récente publiée dans son best-seller « [Postsedliaci](#) » (« Post-paysans »), l'anthropologue social Juraj Buzalka recherche les causes de l'effondrement du « consensus libéral » slovaque dans les années suivant l'adhésion à l'Union européenne. Selon Buzalka, après la chute du mečiarisme, le libéralisme jouissait d'un soutien relativement élevé de la part du public slovaque. Cependant, entre 2010 et 2015, une « fatigue » vis-à-vis du libéralisme a commencé à se manifester dans la société.

Buzalka oscille entre une compréhension apparente des raisons du recul du libéralisme d'une part et, parfois, une moquerie presque ouverte des segments du public qui ont perdu foi en ce projet d'autre part. Il critique à juste titre l'élitisme du libéralisme slovaque post-novembre 1989 et sa foi aveugle dans les réformes économiques néolibérales comme moteur de la

démocratie libérale. De plus, selon Buzalka, il est impossible de saisir la fatigue vis-à-vis du libéralisme sans comprendre sa relation avec le « projet européen, ses crises et ses réformes ».

Cependant, la critique de Buzalka du libéralisme post-novembre semble principalement dirigée contre sa stratégie, non ses principes. Ses défauts ne provenaient pas de l'essence de ce projet, mais de l'incapacité des libéraux à « vendre » le libéralisme au public slovaque. L'euroscpticisme, la méfiance envers les autorités ou l'aversion pour l'Occident peuvent s'expliquer par le sous-financement de l'enseignement des sciences humaines. Cela permet aux populistes d'alimenter le discours sur la périphéralité de la Slovaquie, une « victime mythique (sic) du système capitaliste mondial », maintenant ainsi le pouvoir. Les échecs des politiciens nationaux, suggère Buzalka, sont attribués par un public slovaque naïf à Bruxelles ou Washington.

La crise de la démocratie européenne après 1989

Le diagnostic de Buzalka ne peut être correctement évalué sans considérer la relation entre le libéralisme post-novembre 1989 et la démocratie, qui est étonnamment absente de sa réflexion. Le fait que cette relation n'ait pas été directe après novembre 1989 était prédéterminé par la tension qui a toujours naturellement existé entre libéralisme et démocratie tout au long de l'histoire européenne moderne. Cependant, l'importance d'une évaluation critique de l'histoire a été oubliée en 1989 dans l'esprit de « la fin de l'histoire » de Fukuyama.

Selon l'idéologie de « Novembre », le libéralisme et la démocratie étaient naturellement interconnectés ; l'un n'était pas possible sans l'autre (le socialisme démocratique du Printemps de Prague, réprimé par l'invasion militaire soviétique, a été rapidement rejeté par le discours élitiste et l'esprit du temps comme modèle potentiel pour les réformes post-novembre). Puisque le socialisme, selon l'idéologie post-novembre, niait dans son essence même à la fois le libéralisme et la démocratie, 1989 était nécessairement interprété comme le retour de l'Europe centrale à l'Occident capitaliste libéral-démocratique, comme Milan Kundera l'avait prédit dès 1983.

L'idéologie de Novembre dissimulait cependant, comme les idéologies ont tendance à le faire, deux faits importants. Premièrement, que les personnes qui sont descendues dans la rue à travers la Tchécoslovaquie en novembre 1989 étaient motivées par la vision de la démocratie et des libertés politiques bien plus que par un désir de capitalisme. L'historien britannique Tony Judt a noté en 2005 que la société tchécoslovaque restait nettement égalitaire même à la fin des années 1980, ce qui se reflétait dans l'attitude sceptique de Václav Havel envers le capitalisme. Selon une enquête de 1989, seulement trois pour cent du public tchécoslovaque était favorable au capitalisme, tandis que le reste était divisé entre ceux qui souhaitent préserver le socialisme sous une forme réformée et ceux qui préféraient un modèle économique mixte. En d'autres termes, l'imagination politique du public tchécoslovaque était dominée par l'héritage du Printemps de Prague et le modèle de la social-démocratie scandinave.

Le deuxième fait est que l'Occident, dont l'Europe centrale allait bientôt redevenir une partie ferme, devenait rapidement beaucoup plus libéral, surtout au sens économique, que démocratique. Comme le politologue Peter Mair l'a décrit plus tard, la montée du néolibéralisme à la fin des années 1970 a pacifié les sociétés d'Europe occidentale auparavant relativement actives politiquement par la privatisation des biens publics et la répression du

mouvement syndical. Le résultat fut le retrait des gens de la vie publique vers la vie privée et la détérioration de la relation entre les publics et leurs représentants politiques.

En Tchécoslovaquie, le processus de démobilisation sociale était en cours depuis le début des années 1970, lorsque les réformes populaires du Printemps de Prague ont été réprimées. Cependant, cela n'a pas empêché les experts occidentaux du marché libre et de la « démocratie », qui ont remplacé les spécialistes soviétiques de l'économie planifiée, de tenter d'aggraver la relation déjà fragile entre les élites et le public dans les années 1990. Novembre est ainsi rapidement devenu une victoire non pas pour la démocratie, mais pour le capitalisme. La Tchécoslovaquie, comme d'autres États post-socialistes, a dû dûment mettre en œuvre des réformes néolibérales pour « rationaliser » ses économies, quel que soit le résultat de toute élection. Le marché libre n'était pas tant le résultat d'un choix démocratique que la raison pour laquelle la démocratie devait être limitée. La force motrice derrière les réformes économiques n'était pas les publics d'Europe centrale (qui, il faut le noter, ont rapidement accepté le récit sur les avantages – ou du moins la nécessité – de ces réformes), mais une nouvelle élite nationale qui, par conviction ou pour des avantages personnels, a volontiers ouvert les portes aux économistes néolibéraux occidentaux et aux investisseurs étrangers.

En cela, selon le philosophe croate Boris Buden, la situation en Europe centrale et orientale après 1989 ne différait pas fondamentalement des années 1970 et 1980. Si auparavant, les sociétés socialistes étaient guidées par les lois inébranlables du matérialisme historique, interprétées principalement par le Parti communiste de l'Union soviétique, après la chute du socialisme, elles ont été remplacées par la téléologie de la démocratie libérale, avec ses propres prédicateurs. Alors comme maintenant, les sociétés d'Europe centrale et orientale n'étaient pas destinées à être les architectes de leur propre destin.

Aucune institution n'a joué un rôle aussi important dans le processus de déréglementation des économies post-socialistes et de dépolitisation des sociétés d'Europe centrale que l'Union européenne. La perspective d'adhésion à l'UE est devenue le principal moteur des réformes économiques et politiques libérales dès le début des années 1990. La privatisation des entreprises d'État, la déréglementation des prix, les restrictions de subventions et la mise en œuvre de la législation européenne existante étaient des conditions d'entrée, avec de nombreuses réformes mises en œuvre dans les États post-socialistes sous une forme beaucoup plus radicale qu'une décennie plus tôt en Occident.

Le politologue polonais Jan Zielonka a noté en 2006 que l'Union, par l'instrument des critères d'adhésion, était devenue de facto une puissance impériale dans certaines parties d'Europe centrale et orientale. Les fonctionnaires européens effectuaient des inspections dans les ministères des pays candidats pour s'assurer que les réformes progressaient conformément aux réglementations de l'UE. Le professeur tchèque de droit européen Jan Komárek a déclaré en 2014 dans cet esprit que le processus d'intégration européenne a grandement contribué aux problèmes de construction de la démocratie en Europe post-socialiste précisément parce que les élites politiques nationales ne se sont pas habituées à traiter les affaires publiques par le processus démocratique national, car toutes les solutions après 1989 venaient de l'Occident.

Le fait que les citoyens des États post-socialistes n'aient pas eu d'option démocratique pour inverser, ou du moins adoucir, les réformes néolibérales a miné la confiance politique déjà faible des sociétés d'Europe centrale. Même Zielonka, par ailleurs grand défenseur de l'intégration européenne, a dû admettre après l'élargissement de l'UE en 2004 que l'Union avait depuis longtemps cessé de répondre à la définition traditionnelle d'une institution

démocratique. Cependant, selon Zielenka, ce n'était pas un problème car les Européens mécontents du fonctionnement de leur pays pourraient ne pas être en mesure d'obtenir un changement par les urnes, mais grâce à la liberté de mouvement, ils pourraient faire leurs valises et partir pour un autre État membre.

La Slovaquie à la fin de l'histoire

Des spécificités historiques ont rapidement fait prendre du retard à la Slovaquie par rapport à ses voisins dans le processus d'intégration euro-atlantique après novembre 1989. La partie slovaque de la fédération était plus pauvre par rapport à la République tchèque plus industrialisée, et le public slovaque ne faisait pas confiance à la thérapie de choc néolibérale prescrite par le ministre tchèque des Finances Václav Klaus. En Vladimír Mečiar, ils voyaient un moyen de ralentir le rythme des réformes. Le résultat fut l'isolement relatif de la Slovaquie après 1993, ce qui a également causé un rythme d'intégration plus lent.

Le gouvernement de réforme dirigé par Mikuláš Dzurinda, formé après 1998, a reçu le mandat de rattraper ce retard. Cependant, la fébrilité du processus d'intégration, en partie causée par la méfiance des élites libérales slovaques et européennes envers l'électorat slovaque, qui montrait des sympathies persistantes pour Vladimír Mečiar, a rendu impossible la construction d'un État souverain, qui n'a donc jamais émergé en Slovaquie. Surtout entre 2002 et 2006, la Slovaquie est devenue une vitrine du néolibéralisme, sans aucun rôle progressiste pour l'État lui-même (à l'exception de la création d'un « environnement commercial favorable »). Cependant, Dzurinda pouvait se vanter d'avoir gagné la confiance des politiciens occidentaux et des investisseurs pour la Slovaquie.

La participation à l'invasion illégale de l'Irak, menée par les États-Unis, a joué un rôle important. Si l'UE était un outil pour dépolitiser la question des politiques économiques et sociales, l'OTAN était son équivalent dans le domaine de la sécurité et des relations internationales. L'intervention militaire en Irak en 2003 aux côtés des États-Unis, leader de l'Alliance de l'Atlantique Nord, devait démontrer l'ancrage ferme de la Slovaquie à l'Ouest. La question de la participation des unités slovaques au Moyen-Orient ne pouvait donc pas être ouverte au débat public, comme l'a suggéré le célèbre publiciste Peter Schutz un mois avant l'invasion. « L'Irak est l'affaire des politiciens », a-t-il remarqué, « faisons confiance au fait qu'ils sont guidés par le bon vecteur cette fois. » Il est certain que le vecteur guidant le gouvernement de Dzurinda en 2002 et 2003 n'était pas l'opinion publique. À l'automne 2002, selon les enquêtes, seulement sept pour cent du public était favorable à la participation militaire de la Slovaquie en Irak.

Les premiers signes de fatigue vis-à-vis du libéralisme post-novembre peuvent être observés déjà dans la défaite de la coalition de Dzurinda en 2006, plusieurs années plus tôt que Buzalka ne les identifie. Comme l'a récemment écrit Jakub Dovčík, le programme politique du libéralisme post-novembre semblait « épuisé par l'entrée dans les structures euro-atlantiques et l'adoption de réformes socio-économiques néolibérales par le second gouvernement Dzurinda » après 2006. Malgré le fait que le premier gouvernement de Robert Fico ait réintroduit un impôt progressif et renforcé les droits des travailleurs, corrigeant ainsi les excès les plus prononcés des réformateurs de Dzurinda, le modèle économique et politique de base est resté inchangé et les défauts du processus de privatisation n'ont pas été corrigés. Le scandale Gorilla, qui a confirmé au public slovaque que l'État n'était pas gouverné par des représentants du peuple mais par une classe nouvellement créée d'oligarques, a ainsi achevé plutôt qu'initié la désillusion du public vis-à-vis du libéralisme post-novembre.

Sept ans plus tard, après le meurtre du journaliste Ján Kuciak et de sa fiancée Martina Kušnírová, selon Buzalka, « les gens ont été poussés dans la rue par la prise de conscience que ceux qu'ils pensaient contrôler tout, ne contrôlaient en réalité rien ». Il a raison sur ce point. Cependant, il convient d'ajouter que bien que la Slovaquie puisse légèrement s'écarter de la norme européenne dans la mesure où le processus démocratique est imprégné de pouvoir oligarchique (bien que même ici, on ne devrait pas entretenir d'illusions sur les pays à l'ouest de nous), l'objectif d'empêcher les politiciens de gouverner efficacement l'État était enraciné dans l'ADN du projet d'intégration euro-atlantique depuis les années 1990. Il est naturel qu'une société slovaque désorientée, affaiblie et démobilisée n'ait été ni politiquement ni intellectuellement préparée à empêcher la capture de l'État.

Démocratie contre populisme

Sauver la démocratie est à la mode en Slovaquie aujourd'hui. Cependant, la question se pose de savoir si c'est vraiment la démocratie que les élites libérales sauvent si férocement aujourd'hui, ou le libéralisme post-novembre, dont la relation à la démocratie est au mieux discutable. Plus de trente ans après le départ des troupes soviétiques du territoire slovaque, il est de plus en plus courant d'entendre dans les médias et au parlement que les actions du gouvernement sont inacceptables car elles contredisent les attentes de nos alliés occidentaux. Cependant, les seize derniers mois, durant lesquels nos alliés occidentaux ont financé ou du moins toléré silencieusement le génocide à Gaza, ont définitivement détruit la légitimité morale restante de l'Occident et dissipé toute illusion sur l'UE et l'OTAN comme garants du droit international et de la paix. Il est donc approprié de se demander s'il est temps d'arrêter de chercher à l'Occident une source de légitimité politique et de commencer à chercher la légitimité des politiques publiques chez soi, parmi les électeurs.

L'année dernière, l'institut DEKK a publié un rapport sur la méfiance envers le « système » en Slovaquie. À la fin de la publication, les auteurs écrivent : « L'anti-système slovaque n'est pas pro-russe – il est anti-occidental. Il rejette le récit occidental et 'systémique', et atteint donc logiquement des alternatives. Et celles-ci sont maintenant, entre autres, également (pro)russes par coïncidence. Mais le Slovaque moyen ne veut pas plus de Russie dans sa vie – il veut moins d'Occident. Et moins d'Occident, dans sa compréhension, signifie un système économique moins cruel et plus égalitaire, des droits plus forts pour la majorité, une prise de décision politique plus compréhensible, une interaction moins compliquée et bureaucratisée avec l'État, et un mode de vie plus communautaire et solidaire. »

L'adhésion de la Slovaquie à l'UE, selon les enquêtes, maintient constamment un soutien public élevé (la société slovaque a été quelque peu moins favorable à l'adhésion à l'OTAN sur le long terme). Mais même sur cette question, les choses commencent à changer. Des sondages d'opinion récents suggèrent qu'une pluralité d'électeurs de Smer, le parti gouvernemental le plus fort [sous le Premier ministre Robert Fico], est maintenant favorable à la sortie de la Slovaquie de l'Union. On peut donc spéculer que des segments du public slovaque commencent à associer l'adhésion à l'UE au déficit démocratique qui existe en Slovaquie depuis novembre 1989. De plus, après une décennie sans croissance économique dans la zone euro, les cris libéraux sur l'UE comme garantie de prospérité semblent de plus en plus déconnectés de la réalité pour de nombreux électeurs.

« Paradoxalement, c'est l'Union qui a pleinement émancipé les populistes pour qu'ils soient librement et démocratiquement fiers de leur propre opportunisme », écrit Buzalka, et cela est démontré par la réticence des populistes européens à pousser leurs pays à quitter l'UE

(rappelez-vous, par exemple, Marine Le Pen ou Giorgia Meloni, qui ont depuis longtemps abandonné la position de sortie, ou Viktor Orbán, qui, malgré sa critique de l'UE, n'a jamais défendu cette position). Est-ce vraiment un paradoxe, comme le prétend Buzalka ? Ou est-ce la nature de l'UE, une organisation où toutes les décisions politiques importantes en Europe sont maintenant prises à huis clos, avec pour résultat que la politique nationale se transforme en un carnaval vide d'hystérie et de guerres culturelles ?

L'adhésion à l'UE convient aux instincts populistes de Smer. Il est donc prématuré d'affirmer que Smer préparerait un « Slovexit » dans un avenir prévisible – malgré les déclarations fréquentes sur la politique souveraine qu'il met soi-disant en œuvre. L'UE est maintenant un pilote automatique bienvenu pour les politiciens qui se sont déshabitués à exercer le pouvoir sur des décennies. La sortie théorique de la Slovaquie de l'UE jouerait ainsi, paradoxalement, probablement non seulement contre l'opposition libérale mais aussi contre ses homologues populistes. Pour cette raison, elle ne peut être attendue dans les prochaines années. En même temps, cependant, on ne peut pas compter sur le fait que la situation politique slovaque s'éloigne du point de congélation où elle se trouve aujourd'hui sans venir à bout de l'héritage de trois décennies de déficit démocratique avec lequel le libéralisme post-novembre a été associé dès le début.

Jakub Bokes est doctorant au Département de droit de la London School of Economics and Political Science à Londres

P.-S.

<https://kapital-noviny.sk/liberalizmus-bez-demokracie/>

Traduit pour ESSF par Adam Novak